

LA TRIBUNE DES EMPLOYÉS

DE L'ÉTAT, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

ABONNEMENT

PARIS. — 3 mois. . . 2 fr.
— 6 mois. . . 4

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

ABONNEMENT

DÉPART. — 3 mois. . . 2 fr. 50
— 6 mois. . . 5

On s'abonne à tous les bureaux de Messageries.

Tout ce qui concerne la Tribune des Employés doit être adressé au Gérant, rue des Martyrs, 60 (FRANCO).

Le bureau est ouvert les Lundis, Mercredis et Vendredis, de 6 à 8 heures du soir.

SOMMAIRE.

Avis aux abonnés. — Erratum. — De l'indépendance politique des employés. — Association des employés des ministères. — Singulière économie. — Des réformes. — Du cumul. — De l'avancement. — Études administratives. — Sinécures. Surnuméraires. — Correspondance — Annonces.

AVIS.

Un obstacle purement matériel a empêché la Tribune de paraître la semaine dernière.

Des mesures sont prises pour que cet inconvénient ne se représente pas.

Erratum.

Le prix de l'abonnement est, à Paris, de 2 fr. pour trois mois, et de 4 fr. pour six; — dans les départements, de 2 fr. 50, et de 5 fr., à raison du port.

Il ne faut attribuer qu'à des erreurs typographiques les chiffres qui ont indiqué d'autres prix.

De l'Indépendance politique des Employés.

L'indépendance, dans le sens absolu de ce mot, consiste à ne reconnaître aucune autorité morale ou personnelle, aucun chef, aucun supérieur. Il est évident que l'employé ne peut dans aucun cas revendiquer cette faculté, refusée d'ailleurs à presque toutes les conditions sociales.

En matière politique, l'indépendance est le caractère essentiel du citoyen. Contester à l'employé le libre exercice de ses droits politiques, la libre expression de ses opinions, c'est attenter aux principes sacrés de liberté, d'égalité, sur lesquels est basé le nouvel ordre de choses; on s'imagine qu'il n'est personne au monde qui osât se permettre un si énorme déni de justice. Et pourtant, nous l'affirmons, parce que chaque jour nous en acquérons de nouvelles preuves, pour la classe des employés l'indépendance politique est une fiction.

Est-il indépendant le commis négociant qui reçoit de son patron la défense de fréquenter tel ou tel club, de lire tel ou tel journal, de prendre part à telle ou telle association?

Est-il indépendant l'employé d'administration, dont le chef, au lieu de se renfermer dans ses fonctions administratives, prétend être un homme politique?

Sa s aller aussi loin, est-il indépendant l'employé dont les principes sont en opposition avec ceux de ses collègues?

Pour ce dernier la vie de bureau devient un enfer, ce sont chaque jour de pénibles discussions soulevées à tout propos; malgré sa résolution d'éviter ces luttes stériles, peut-il rester indifférent, lorsqu'il entend, par exemple, apprécier d'une manière injurieuse et mensongère des personnes qu'il a appris à estimer, à honorer, des actes que son expérience lui font approuver? Il faut bien alors prendre parti, et voilà le sanctuaire du travail et du silence transformé en une arène tumultueuse où se débattent les questions les plus irritantes. Si par hasard, il se trouve là un de ces échos complaisants qui ne laissent tomber aucune parole et vont tout rapporter fidèlement en haut lieu, l'employé trop loyal pour contenir l'expression de ses sentiments est regardé par ses chefs comme un brouillon, comme un élément de discorde; trop heureux quand une brutale révocation ne vient pas lui rendre cette indépendance qu'il croyait pouvoir conserver sous la férule bureaucratique.

Ce dernier danger disparaîtra lorsque nous aurons enfin obtenu une loi sur l'état des employés, une loi d'avancement, analogue à celles de l'armée, comme un de nos correspondants en signalait dernièrement la nécessité. En attendant cette chartre si vivement désirée, ne nous laissons pas effrayer outre mesure: c'est notre timidité qui fait notre faiblesse; nous manquons généralement du courage civil, le plus difficile de tous les courages. En effet, chacun de nous est prêt à s'ar-

mer au premier signal et à défendre au prix de son sang les principes qu'il a adoptés, et nous reculons presque toujours devant la manifestation qui froisse les idées de la majorité.

Soyons francs, soyons sincères, avant tout, et ne perdons pas de vue cette devise des honnêtes gens, des vrais républicains :

Fait ce que dois; advienne que pourra.

EL. B.

ASSOCIATION

Des Employés des Ministères.

La seconde réunion des délégués a eu lieu le 19 avril, à sept heures du matin; mais les élections de l'Assemblée nationale et l'heure peu favorable ont empêché plusieurs délégués d'assister à la réunion; aussi les membres présents, ne se croyant pas en nombre, ont remis à une prochaine assemblée la *vérification des pouvoirs et l'installation d'un bureau définitif*. Cette nouvelle réunion sera annoncée dans chaque administration par les soins du bureau provisoire.

Dans la seconde réunion, on s'est contenté d'examiner quelques articles des statuts.

Ainsi, l'on a proposé que toutes les cotisations fussent égales et non basées sur les appointements, d'autant plus que l'employé dont les émoluments sont élevés est celui qui aurait le moins besoin d'assistance. On demandait aussi que cette cotisation mensuelle fût de 1 fr.

Une question assez grave est celle de l'emploi des fonds de la caisse de mutuelle assistance. Quand l'association aura réalisé 50,000 fr., je suppose, ne pourrait-on pas établir une *banque fraternelle* pour venir en aide à l'employé dans des moments difficiles? Ainsi l'employé qui désire se meubler et quitter les garnis, qui a besoin de faire un grand voyage, qui a même dépassé son budget en faisant quelques dépenses au-dessus de ses moyens, ne serait-il pas heureux de rencontrer une caisse qui lui avancerait la somme dont il aurait besoin, somme qu'il rembourserait mensuellement? C'est ainsi que l'on éviterait quelquefois les malheurs où se portent des pères de famille qui, ayant un arriéré et poursuivis avec instance par des créanciers, s'obèrent de plus en plus en ayant recours à des emprunts usuraires, et dont les échéances sont trop rapprochées.

Il y a deux mois, un fait semblable s'est passé dans un ministère que je nommerais au besoin. Ceci est donc de la vie pratique; et que quelques indifférents ne viennent pas dire que ce sont de rares exceptions, il suffit qu'elles existent pour qu'il faille les détruire.

Le mal qu'il nous faut anéantir dans la catégo-

rie des *employés*, c'est la *gêne*, comme celui de la classe *ouvrière* est la *pauvreté*. Les mots *gêne* et *pauvreté* ne doivent plus faire partie de la langue française.

Au delà de 50,000 fr., les fonds seraient capitalisés. Un employé pourrait emprunter au plus le quart de ses appointements annuels, et rembourserait mensuellement par quart.

Tout ceci n'est qu'une simple proposition, faite par un employé qui désire sincèrement le bien-être de ses camarades.

Toutes ces questions se videront dans les réunions des délégués. A bientôt la première assemblée.

Singulière économie.

Dans une visite faite, il y a quelques jours, au chemin de fer de Strasbourg, le ministre des travaux publics a recommandé à l'administration de cette ligne importante la plus sévère économie. Nous approuvons cette recommandation, et Monsieur l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées en a tellement senti la justesse que, dès le lendemain il s'est mis à l'œuvre.

Il y a eu, au chemin de Strasbourg, comme dans presque toutes les administrations, des employés auxiliaires, pauvres diables chargés de faire la besogne que ne fait pas, que ne devrait pas faire l'employé admis à l'emargement; ils donnent comme on dit, le coup de collier, et cela pour la malheureuse somme de 100 francs par mois.

Or, voici l'expédient que l'on a imaginé.

— Vous êtes, leur a-t-on dit, des employés que nous prenons et que nous renvoyons lorsque cela nous plaît. Rien ne nous empêche de vous considérer comme des ouvriers à la journée. Or, il y a quatre et quelquefois cinq dimanches dans un mois. Vous ne serez pas payés le dimanche. Ensuite, les 21, 22, 23 et 24 février, vous n'avez pas pu vous rendre au bureau; nous économiserons ces quatre journées. Voilà.

L'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées n'emarge guère que 18,000 fr. et les administrateurs que 30 à 40 mille; il faut convenir qu'on ne peut rien retrancher à de si maigres appointements. Mais d'autre part, la réduction opérée sur les traitements de 4,000 francs de messieurs les employés auxiliaires ne pouvant être, au point de vue de l'humanité, ratifiée par M. Marie, il nous reste à savoir sur quoi pourra porter l'économie recommandée par le ministre.

(Le Corsaire.)

Des Réformes.

On lisait, il y a quelques jours, dans la *Liberté* les lignes suivantes :

« Nous avons demandé qu'on supprimât, comme inutiles, les sous-directeurs des sept administrations qui dépendent du ministère des finances, et nous avons trois fois raison, car, par un arrêté du 5 avril, ces fonctionnaires ont été réduits de 25 à 14.

« Tout en approuvant la pensée qui a dicté cette mesure, nous devons dire qu'elle aurait pu être appliquée d'une manière plus radicale.

« On sait, en effet, que l'institution des sous-directeurs constitue un des rouages les plus inutiles de la grande machine financière, en ce qu'il ne fait que revoir ce qui déjà a été revu par les chefs de division. Or, comme nous l'avons fait observer, cette révision à deux degrés est non-seulement une superfétation, mais aussi une sorte d'entrave à la prompte expédition des affaires. Nous insisterons donc de nouveau pour que M. le ministre des finances, à l'exemple de ses collègues de la marine et des affaires étrangères, porte résolument la cognée administrative sur tous les abus qui, sous le nom de sous-directions, infestent son département. Au surplus, si M. Garnier-Pagès veut se convaincre par lui-même de la nécessité de cette réforme, qu'il se fasse représenter quelques dossiers : il y verra que la révision des sous-directeurs n'ajoute absolument rien au mérite du travail qui leur est soumis, et qu'elle se borne à quelques changements de mois, opérés le plus souvent d'une façon assez peu intelligente.

« Après cette réforme, il en restera une autre non moins indispensable : ce sera d'organiser les administrations sur des bases nouvelles et mieux combinées, afin d'arriver ainsi à d'autres suppressions. Si nous sommes bien informés, ce travail s'opère *clandestinement*, et il est confié malheureusement à certains bureaucrates qui, grâce à la flexibilité de leur épine dorsale, ont exploité tous les régimes. Ce serait là une faute grave : la réorganisation dont il s'agit ne peut avoir lieu qu'au *grand jour*, et l'esprit démocratique doit y présider.

« Nous demanderons, en conséquence, qu'une commission, composée d'employés de tous grades, soit nommée dans chaque administration à l'effet d'étudier toutes les questions qui se rattachent à la réorganisation des services intérieurs et extérieurs du ministère des finances. Tout autre système blesserait les intérêts du peuple des employés. »

On se rappellera que la *Tribune des Employés*, dans son dernier numéro, avait dit, à ce propos :

« Comment se fait-il que, sous le régime de l'égalité, on n'ait pas admis dans ces commissions des employés des grades inférieurs, qui seraient nommés par leurs camarades pour proposer les améliorations possibles? Eux seuls le feront ; eux seuls défendront les intérêts du prolétariat des bureaux ; eux seuls arriveront à des économies, eux seuls demanderont que l'on accorde désormais aux petits commis un salaire qui leur permette de vivre au lieu de végéter. Dans les conseils de guerre, le soldat vote avant le colonel. Les commissions de réorganisation sont bien plus redoutables que les conseils de guerre, car elles ne jugent pas seulement quelques individus, mais des masses. »

Du Cumul.

Plusieurs journaux demandent si, arrivés à l'Assemblée constituante, les fonctionnaires conserveront le traitement alloué à leurs fonctions.

Sous l'ancien gouvernement, aucun salaire n'était accordé aux députés. Le fonctionnaire député ne pouvait donc, sur ce point, être accusé de cumul. Le seul reproche qu'il méritât, c'était de conserver un traitement appliqué à des fonctions qu'il ne remplissait pas. Ce reproche était fondé ; mais enfin, je le répète, il n'avait pas pour cause le cumul.

Aujourd'hui tout a changé. Le député à l'Assemblée nationale recevra, comme député, un traitement. S'il en touche un autre, à titre d'employé, il y aura de sa part cumul. Or, il existe une loi qui, nettement et depuis longtemps, prohibe le cumul.

Il ne peut donc y avoir de doute. Tout employé qui arrivera à l'Assemblée nationale aura, par ce seul fait, renoncé à son ancien emploi : devenu représentant du peuple, il n'aura plus à prétendre qu'au seul salaire fixé pour les fonctions de représentant du peuple.

Mais, a-t-on dit encore, parmi les employés qui ambitionnent la position de représentant du peuple, il en est qui, au point de vue du salaire, perdront à ce changement, et d'autres qui gagneront. Si, chez les premiers, le désintéressement paraît incontestable, une sorte d'ambition cupide n'apparaît-elle pas chez les seconds ?

Pour qui connaît les administrations il sera bientôt avéré que ce dernier calcul serait, de la part de l'employé, une bien dangereuse folie. Quand une fois on a quitté le poste hiérarchique auquel on est lentement parvenu, quand un autre titulaire en a pris possession, y revenir n'est pas chose facile. Pour le retrouver libre il faudra attendre : pour en obtenir un pareil, il faudra consentir d'onéreux changements de rési-

dence. A la vérité, en secret peut-être, on aura rêvé un autre emploi, un emploi plus lucratif ; mais ces rêves-là sont nombreux ; mais la concurrence est grande, et il me semble qu'aujourd'hui, comme autrefois, beaucoup de places sont données à gens que l'on ne vit jamais surnuméraires.

En résultat, l'employé qui, sans patrimoine, sera arrivé à l'Assemblée nationale, aura fatalement exposé son avenir. Il aura préféré l'incertain au certain, le temporaire au durable, l'inconnu au connu. Que faut-il donc pour qu'il puisse se décider à un si grave sacrifice ? Il faut qu'il ait une ambition d'un tout autre ordre que celle qui tout à l'heure lui a été supposée. Il faut qu'il considère comme éléments d'une nouvelle fortune, l'honneur des suffrages qu'il aura conquis, la popularité que sa conduite à l'Assemblée nationale devra lui mériter ; il faut enfin qu'il soit fondé à avoir une foi sérieuse dans sa propre valeur, dans le parti qu'il pourra tirer de son intelligence et de son travail ; car, en quittant l'Assemblée nationale, il lui sera très-difficile de revenir à son point de départ, et si, durant son essai parlementaire, il n'a pas su répondre à l'attente de ses concitoyens, malheur à lui ! nul ne le plaindra : il aura été trop téméraire.

De l'Avancement.

La lettre suivante vient d'être adressée à M. le ministre des finances.

« Citoyen ministre,

« Jusqu'à ce jour les employés appartenant aux différentes administrations ont été mis hors du droit commun. On leur a jusqu'à présent imposé des devoirs sans leur reconnaître aucun droit, et, lorsqu'une loi sur l'avancement règle depuis longtemps le sort de l'armée, celui des employés se trouve sans aucune espèce de garantie. La République, qui n'est que le gouvernement dans l'intérêt de tous, doit la même protection à tous ses enfants, puisque ses enfants font en quelque sorte partie d'elle-même. Nous venons donc aujourd'hui réclamer d'elle et de vous, qui êtes son représentant, notre part de justice ; et en attendant que nous demandions à l'Assemblée nationale une loi sur l'avancement qui garantisse nos droits, nous vous prions, dès à présent, de prendre notre demande en considération, et de faire cesser le plus tôt possible ce régime du bon plaisir et de l'arbitraire dans lequel nous sommes depuis si longtemps plongés. Nous croyons, citoyen ministre, aller au-devant de vos vœux en vous offrant les moyens d'attacher votre nom à cette œuvre de régénération, et nous pensons aussi que

c'est le seul moyen de nous faire obtenir la part d'estime et de considération que l'on doit accorder à tous les serviteurs de la République.

« Au nom du club central des employés des douanes,

« Le Président de la Commission,
« BOISSIÈRE.

Vérificateur à la douane de Paris. »

Études administratives.

LA STATISTIQUE.

Les anciens, nos maîtres en bien des choses, n'ont pas inventé la *Statistique*. Je ne leur fais pas l'injure de croire qu'ils ne pouvaient en apprécier l'utilité ; mais à une époque où le papyrus devait être rare, où l'imprimerie n'existait pas, la bureaucratie était réduite à sa plus simple expression.

De nos jours on a érigé en science la récapitulation de tous les êtres, de tous les produits, de tous les faits.

Est-ce bien une science ?

Toute science doit avoir un but et s'appuyer sur des données certaines.

Le but de la statistique est, non pas de grouper des chiffres, car ce serait tout bonnement alors de l'arithmétique, mais d'extraire de ces chiffres une idée morale.

Je lis dans une ancienne circulaire de la Société de Statistique, « Que toutes les pensées, « tous les travaux de cette société se rapportent « au bien public ; que la science importante dont « elle poursuit le développement et veut propager les résultats, n'est qu'un moyen pour elle « de coopérer au bonheur social. »

Ainsi, voilà qui est bien convenu, les chiffres ne sont ici qu'un moyen. Ce sont les rudiments sur lesquels la science s'exerce pour travailler au bonheur de l'humanité.

Les chiffres sont-ils exacts ? la science est bonne : sinon ses déductions ne prouvent rien et ses conclusions pas grand'chose.

Or, il est évident que les plus intrépides adeptes de la statistique ne peuvent tout voir ni tout compter par eux-mêmes ; que leurs appréciations reposent sur des travaux préliminaires confiés à d'autres mains ; qu'ils apprennent par procureur et savent de confiance.

L'agent qui leur sert ainsi de préparateur, c'est l'employé.

Contrairement aux émanations solaires, les rayons arrivent de la circonférence au centre. Le savant ne sait que ce que quatre-vingt-six employés veulent bien lui dire après l'avoir appris de quarante mille autres. C'est-à-dire que le point

de départ est la commune. Voyons donc comment la lumière s'y fait.

Les bureaux de mairie, je parle de la province, n'ont en général qu'un nombre d'employés assez restreint, inférieur presque toujours à l'importance relative de la localité. Cela se conçoit. Le chapitre intitulé : *Frais d'administration*, se compose d'une somme fixe, basée sur le chiffre de la population d'après le dernier recensement. Ce serait bien si le travail administratif était soumis à des règles invariables ; mais, chaque année, la besogne s'accroît de telle sorte que les pauvres employés, enserrés, pendant cinq ans, dans le cercle infranchissable du budget communal, sont trop souvent accablés sous le poids des états, des contrôles, des listes, des convocations, des perquisitions, des certificats, des renseignements, des bulletins, de tout ce qui se rattache aux affaires courantes. Quand on vient, au milieu de cette bagarre, leur demander des notes statistiques, ma foi ! c'est le coup de grâce. Chacun renvoie la corvée à son voisin, personne ne voulant se charger d'un ouvrage qui, dans la pensée de tous, est en dehors de leurs obligations. « Cela ne profite, disent-ils, qu'à l'éditeur de la statistique départementale ; qu'il aille se promener avec ses notes ! » Cependant, comme c'est le préfet qui ordonne et non l'éditeur qui sollicite, on obéit... le plus tard possible.

Soyez certain alors que, s'il y a un surnuméraire dans le bureau, c'est lui qu'on charge de ce hors-d'œuvre municipal. A défaut d'un surnuméraire, cela incombe naturellement à l'employé le moins rétribué. Aussi, avec quel zèle les registres sont interrogés ! avec quelle exactitude les chiffres sont relevés ! quel vocabulaire gracieux entrelarde cette *olla podrida* de naissances, de décès, d'enfants naturels, de centenaires, de traits d'humanité, d'arrestations de voleurs, de conscrits réformés, d'électeurs censitaires, de vierges folles, de maladies de pommes de terre, de grains vendus, d'eau-de-vie débitée, de porcs engraisés, de chevaux morveux, de cheminées à vapeur, etc. Il y a des mots pour tous les chapitres, mots que je n'oserais pas dire. Enfin, après mille interruptions, la besogne est faite... Mais l'époque est passée ; l'*Annuaire* a paru. L'employé s'en réjouit ; ses notes serviront pour l'année suivante ; il n'y aura qu'un coup de grattoir à donner et une date à mettre à la place d'une autre.

Il faut avoir vécu dans l'intérieur des bureaux pour savoir comment le travail se fait.

Voici un bureau de préfecture. Neuf heures et demie viennent de sonner. Trois employés paraissent disposés à se mettre à l'ouvrage ; une quatrième place est vacante.

Alfred. Dis-donc, Auguste, la feuille de présence a-t-elle passé ?

Auguste. Je n'en sais rien. J'arrive aussi.

Alfred. Papa Dubreux, vous savez si la feuille a passé, vous qui êtes toujours ici avant nous ?

Dubreux. Pas encore ; mais je l'entends qui monte l'escalier.

Un garçon de bureau entre, présente une feuille de papier aux trois employés, qui la lui rendent après l'avoir signée ; puis il sort sans avoir prononcé une parole.

Auguste (à Alfred). Tu as signé pour Ferdinand ?

Alfred. Parbleu ! n'en ai-je pas l'habitude ?
M. le Préfet compte les noms, c'est tout ce qu'il lui faut.

Auguste. Le fait est que notre ami Ferdinand n'a pas besoin de se gêner ; pour ce qu'il a à faire ici : la statistique !

Alfred. Oui, on se fie là-dessus, et c'est pour ça qu'on lui apporte de l'ouvrage de tous les bureaux. *M. Dubreux.* faites-moi le plaisir de ne pas ouvrir si souvent votre pupitre. Il en sort une odeur de fromage et de pommes... pouah !

Dubreux. Cela n'a rien de désagréable ; c'est mon déjeuner. Je n'ai pas le moyen de déjeuner avec des pâtés de foies gras.

Alfred. Laissez donc ! vous êtes un vieux Crésus. Ha ça, quand prenons-nous donc cette fameuse retraite,

« Port tranquille où repose, à l'abri des orages, »

l'employé vénérable qui a pioché trente ans dans cette vieille galère qu'on appelle une administration supérieure ! Hein ! est-ce pour bientôt ?

Dubreux. Vous savez bien, monsieur, que j'ai encore trois ans à faire....

Alfred. Ah ! tant pis !... pour vous d'abord, et puis pour Ferdinand qui doit vous remplacer.

Dubreux. Là ! bien ! avec votre bavardage, vous me causez des distractions. J'écris, monsieur le Colonel, au comité d'instruction primaire !

Alfred. Justement ! le voilà notre ami. Arrive donc, retardataire !

Ferdinand. Il n'est que dix heures. L'un de vous a signé pour moi ?

Alfred. Sois tranquille.

Dubreux. Oui, c'est joli ! c'est beau !

Auguste. Qu'est-ce que ça vous fait, père Dubreux ? vous savez bien que le travail n'en souffre pas.

Ferdinand. Non, sans doute, et j'aurai bientôt regagné une heure perdue. Voyons : on a dérangé mes papiers... non, voilà les notes de l'arrondissement de... ; dix, vingt, vingt-cinq communes... sur soixante trois ! c'est juste trente huit qui me manquent. Et l'on veut que je travaille ! que je

réunisse des éléments qu'on ne me donne pas ! que je fasse des additions sans en avoir les colonnes ! Maudits greffiers de village ! Je vais leur lancer une circulaire foudroyante.

Auguste. Te voilà bien en peine ! avec quelques augmentations sur les chiffres de l'année dernière, tu sera toujours à-peu-près dans le vrai.

Ferdinand. Mais, l'année dernière, j'ai déjà usé du même moyen.

Alfred. Raison de plus pour continuer. Qu'est-qui pourra te démentir ?

Ferdinand. Quand on veut travailler avec conscience, c'est fort désagréable d'être obligé de flouer le gouvernement.

Auguste. Ce n'est pas ta faute. Nous t'aiderons, si tu veux.

Ferdinand. Je disais... au-dessous d'un an, 314, deux ans, 256, trois ans...

Auguste. Diminue davantage, les enfants ont fait leurs dents. Mets-en 158. C'est assez.

Ferdinand. Quatre ans, 122.

Alfred. Tu n'est pas venu au calé, hier soir. Sais-tu ce qu'on disait ?

Ferdinand. Quoi donc ?

Alfred. Que tu étais allé souper avec la petite Coralie.

Ferdinand (souriant). Bah ! qui disait cela ?

Auguste. Prends garde que ça ne vienne aux oreilles du secrétaire-général.

Dubreux. Messieurs pas de cancans sur le compte des chefs, en ma présence, du moins.

Alfred. Papa Dubreux, vous avez raison ; parlons d'autre chose. Quelle différence y a-t-il entre un évêque et un parapluie ?

Dubreux. Ah ! pour celui-là, il n'est pas difficile. Un évêque... un évêque donne la bénédiction...

Ferdinand (reprenant son travail). Cinq ans 129 ; six ans, 123... Mais j'y pense : il y a beaucoup de marais dans ce quartier-là ; il faut que la mortalité y soit plus grande.

Auguste. Bien raisonné. Double tes chiffres.

Alfred. Un instant, ma mère a des propriétés de ce côté, tu vas diminuer leur valeur.

Dubreux. Ah ! j'y suis ! un évêque porte une crosse et un parapluie aussi...

Alfred. Mais non, ce serait une ressemblance et je vous demande une différence.

Dubreux. C'est juste. Alors, un parapluie...

Ferdinand. Quinze ans, 225, seize ans, 230... Dans quelle proportion mettrons-nous les sexes ?

Auguste. L'année dernière, tu as mis plus de mâles que de femelles. Cette fois-ci il faut faire le contraire. Les savants se donneront au diable pour en deviner la cause. Ce sera fort gai.

Dubreux. Un parapluie... un évêque... ma foi ! je ne sais pas.

Alfred. Vraiment ? hé bien ! ni moi non plus. Et voilà justement comme on écrit... la statistique.

BRUN LAVAINNE.

Sinécures. — Surnuméraires.

Si vous admettez le principe de la rémunération du travail, proscrivez les sinécures et rétribuez les emplois utiles.

Dans un état démocratique, l'égalité s'oppose à l'existence de places non salariées. Il est essentiel que chacun soit apte à parvenir à toute espèce de poste, en justifiant de sa capacité. Or, pour exercer une fonction gratuite, il faut pouvoir se passer des profits dus au travail.

L'admission des charges honorifiques attribuée des positions plus ou moins importantes à la seule richesse, à l'exclusion du pauvre, de celui qui ne peut vivre sans travailler, et qui ne saurait donner son temps sans se réduire à la famine.

Un proverbe dit : Sot métier qui ne fait pas vivre son maître.

Dans la répartition actuelle des fonctions publiques, plus un employé travaille, moins il est rétribué ; plus il reçoit d'honneurs et d'argent, moins il fait de besogne.

Cette anomalie est une conséquence de l'esprit monarchique qui faisait participer les hautes charges de l'État aux privilèges du chef du gouvernement.

Nous donnions 20,000 francs à des receveurs qui ne recevaient rien et passaient leurs journées au bois de Boulogne : des commis les remplaçaient. Conservons les commis, ou astreignons leurs chefs à travailler plus qu'eux, s'ils sont payés davantage.

Nous avons partout des inspecteurs chargés de ne rien inspecter : il est inutile que l'État défraye leur oisiveté.

Dans les bibliothèques, dans les établissements publics, il y a des directeurs qui ne dirigent pas, des conservateurs qui jamais n'ont touché à un livre, tandis que d'infortunés employés desservent le public sans espoir d'avancement et sans gagner leur vie. Retranchons les sinécures.

Il existe même de ces places de conservateurs, de directeurs, dont la besogne ferait l'affaire d'un simple domestique.

Qu'on les supprime, que les trop forts appointements soient allégés au profit des petits emplois qui reléguent leurs titulaires dans la classe des nécessiteux.

En leur accordant ce qui leur est dû, vous ôtez à l'improbité de spécieux prétextes, vous mettez les consciences moins à la gêne, et vous recouvrez le droit d'être sans pitié pour les prévaricateurs,

pitié qui est toujours d'un exemple funeste.

Par une raison semblable, on approuvera la suppression des surnuméraires.

Il existe peu de bas emplois administratifs au courant desquels un homme, prémuni d'études suffisantes, ne puisse se mettre en quelques jours. Eh bien, faites-lui l'avance de ce noviciat dont l'Etat doit tirer profit : l'émulation, le zèle du jeune employé s'accroîtront.

Quoi ! vous preniez le premier venu pour en faire un percepteur, un receveur particulier, un receveur général, un sous-préfet, un préfet même, et vous faisiez subir un surnumérariat de deux à trois ans à un malheureux qui aspirait à manger le pain des expéditionnaires !

Nous avons au conseil d'Etat des auditeurs sans appointements, qui travaillent depuis huit ans, dans l'espoir d'être ensuite maîtres des requêtes à titre gratuit pendant huit autres années.

Ils ont de la fortune, et se contentent d'un titre, d'une position. Naguère l'on exigeait qu'ils justifiasent de 5,000 fr. de rente. Une inégalité en consacrait une autre.

Exigez donc de pareils fonctionnaires du zèle, des efforts, de la conscience et du travail !... Aussi, flanqué de cette pépinière de jeunes gentilshommes, le conseil d'Etat était-il devenu une école de *sport* et de corruption politique.

Il ne faut pas qu'un corps constitue une coterie.

Que le peuple entier soit apte à prendre rang au conseil d'Etat, que la capacité seule soit le moyen d'entrer là, et que le travail exercé dans cette enceinte soit digne d'être rétribué.

Tranchez, élaguez cette désœuvrance officielle : un auditeur payé fera la besogne de quatre à cinq membres du club des Jockeys, et l'un des grands corps de l'Etat cessera de donner l'exemple de l'inégalité politique, en consacrant la perpétuité d'une stérile et mesquine aristocratie.

(Dictionnaire démocratique.)

Correspondance.

Monsieur le Rédacteur,

Les employés des douanes, abonnés à la *Tribune*, liront avec intérêt l'histoire de leur administration que vous vous proposez de publier. Et puisque vous invitez les parties intéressées à vous communiquer les idées propres à rendre ce travail complet, nous venons vous engager à recueillir au ministère tout ce qui se rattache, surtout, au chapitre du népotisme, cette odieuse violation du principe de l'égalité, cette lèpre qui a rongé notre pauvre corps administratif au point de détruire dans son sein tout germe d'émulation et d'espérance, pour qui n'avait pas de grands parents titrés.

Prenez, monsieur, la liste des employés supérieurs promus depuis 15 ans, et vous y trouverez tout ce que comptent de fils, de gendres, de neveux, les administrateurs, directeurs, etc., anciens et nouveaux.

Consultez, rue Mont-Thabor, le premier venu des serviteurs de l'Etat, et vous apprendrez que l'ancien *Tapis Vert* souillé de la bave de l'égoïsme, et qu'on dit, à cette heure-ci, sous les pieds de M. Grélerin, proclamait impudemment les principes administratifs suivants :

1^o Tout fils, petit-fils, neveu d'un haut fonctionnaire sera sous-inspecteur avant l'âge de 30 ans, *quelle que soit sa nullité*.

2^o Nul homme nouveau, *quelque soit son mérite*, ne pourra arriver à ce grade avant 39 ou 40 ans, à moins qu'il n'ait parenté quelconque avec un ministre ou un homme de la cour.

3^o A la *grande famille* seule sont réservées les places à émoluments.

Or, que je vous dise ce qui compose la *grande famille* : ce sont tous les héritiers plus ou moins directs des Ferrier, des Magnier, des Dizier, des Hains, des Rostan, etc., etc.

Pour ceux-ci, les hauts et bons emplois dans les douanes sont un patrimoine acquis, insaisissable. Venait-il à vaquer une inspection, une sous-inspection, une recette importante ? Avant de discuter la nomination, chacun des membres du conseil examinait avec un soin particulier, de père de famille, si la vacance ne pouvait pas convenir à quelqu'un de ses parents ou de ses menins. Telle était leur impudeur à cet égard, que maintes épousailles, que je pourrais citer, ont été scellées par une promotion scandaleuse, faite au mépris de tous les droits acquis, en faveur d'un nouveau gendre de quelque administrateur ou de quelque gros bonnet.

Ne négligez donc rien, monsieur, pour mettre au grand jour toutes les injustices, toutes les turpitudes nées de cet ignoble vice connu sous le nom de népotisme, et dont aucune administration n'a été aussi infectée que la nôtre. Vous aurez de la sorte acquis des droits à la reconnaissance de tous les employés qui n'ont d'autre appui, pour faire quelque chemin dans les douanes, que leur travail, leur conduite et leur dévouement à la patrie. — Eclairée sur ses intérêts, la République veillera, désormais, à ce que chacun de ses serviteurs soit placé dans la hiérarchie administrative, suivant sa capacité, et chaque capacité suivant ses œuvres.

Salut et fraternité.

Des employés des douanes dans
les départements.

Correspondance.

Lille, le 25 avril 1848.

A Messieurs les Gérants de la *Tribune des Employés*.

Messieurs,

L'ère nouvelle de liberté qui vient de s'ouvrir a ranimé l'espoir des employés. Ils saluent avec bonheur l'apparition de votre journal

L'employé n'a pour tout bien que son travail, pour toute ambition qu'une rémunération équitable de ses services. Le superflu ne le tente pas; il demande à élever sa famille dans les voies de l'honneur qu'ont parcourues ses ancêtres; il demande qu'on élève le triste salaire qui le force à des privations d'autant plus pénibles qu'il doit les cacher avec soin. Ce qu'il demande encore, c'est une tribune où l'on défende chaleureusement ses intérêts, où l'on blâme la ridicule parcimonie qui accorde tout au faïnéantisme et rien au travail; c'est une tribune où des employés puissent élever une voix énergique en faveur des collègues dont ils partagent les déboires, dont ils connaissent les besoins. A eux seuls est dévolue cette tâche si grande, si imposante; ils n'y failliront pas sans doute, puisqu'aucune entrave ne saurait être apportée désormais à la libre expression de la pensée.

Que de fois l'employé, abandonné à lui-même, sans autre protecteur que son intelligence, sans autre guide que sa conscience, n'a-t-il pas jeté un regard sur son passé, n'a-t-il pas regretté les sacrifices que s'imposait sa famille! Que de fois n'a-t-il pas déploré cette éducation qu'il consacre

toute entière au bien du service public, et dont le pouvoir et la société ne lui tiennent aucun compte! Que de fois n'a-t-il pas regretté de n'avoir pas en main un outil, qui l'eût rendu plus fier et plus heureux qu'une plume!

Espérons, Messieurs, que la République viendra enfin mettre un terme aux injustices qui ont accablé de tout temps l'humble employé; elle le comprendra dans la grande famille travailleuse que sa sollicitude ranime aujourd'hui, avec l'espoir de recevoir désormais un salaire mérité par l'intelligence et les services rendus.

Il est temps que la lumière se répande, que la justice se fasse; qu'un œil vigilant découvre où réside le mal, où se cache le bien; qu'une voix éloquente plaide en faveur d'une sainte cause, qu'une main impartiale vienne enfin séparer l'ivraie du bon grain.

Ainsi, plus de sinécures, plus de ces fonctionnaires hautains dont les émoluments pouvaient nourrir dix familles; plus de ces hommes qui traitaient en parias leurs pauvres collaborateurs et volaient les rares gratifications allouées à ces derniers.

L'honnête employé met donc toute sa confiance, tout son espoir, tout son bonheur dans la République naissante. Puisse la liberté, cet astre radieux qui éclaire encore une fois la France, répandre sur lui un rayon bienfaisant!

Agréé, etc.

W.

L'un des Gérants : EL. BRUN.

Montmartre. — Imp. Pilloy frères et comp.

Pour paraître prochainement :

PRINCIPES D'ORGANISATION SOCIALE,

(DOCTRINE DE KRAUSE)

PAR ALFRED DARIMON.

1 volume in-18.

« La doctrine de Krause peut être considérée comme l'expression la plus élevée et la plus philosophique de toutes les tendances sociales de l'époque. »

PASCAL DUPRAT.

(Revue Indépendante, novembre 1848.)

Prix : 2 fr. — On souscrit au bureau de la *Tribune des Employés*, et rue Saint-Benoît, 15, Paris.

Sous presse :

PETIT
DICTIONNAIRE POPULAIRE
DES CHEMINS DE FER.

Contenant la définition simple et précise de tous les mots usités dans cette industrie. — Par un Employé. — Prix : 2 francs.

École administrative.

La maison Dupuy-Cessac, rue Cassette 37, vient d'organiser des cours spéciaux pour la préparation à l'école administrative d'après le programme officiel. — Pensionnaires et externes. — Ouverture le 1^{er} Mai.